



## *Commission Administrative Locale N°3* **du 11 décembre 2018**

Madame la Présidente,

La situation est grave, le peuple en gilets jaunes, est dans la rue. Il crie son ras le bol, face aux inégalités, à l'injustice fiscale et sociale.

Et ce ne sont pas les annonces faites par le Président de la république qui vont éteindre le feu que lui même attise depuis plusieurs semaines.

Les agents de la DGFIP, eux aussi, en ont ras le bol des suppressions d'emplois, des restructurations incessantes, de la dégradation des Services Publiques de proximité et de la remise en cause de leurs droits et garanties.

Ce ras le bol, à plusieurs reprises, en cette année 2018, ils l'ont fait entendre dans les manifestations et par leur fortes mobilisations.

Au milieu de tout cela, le rôle que joue la DGFIP intrigue : elle ne fait pas qu'accompagner les réformes, elle les provoque, voire les précipite.

C'est particulièrement sensible dans notre département, éternel pilote d'une administration qui se veut exemplaire dans la destruction du Service Public. Ce qui nous donne l'occasion lors de ces CAP locales de faire l'oraison funèbre de règles de gestion garantissant le respect des droits des agents pour laisser place à l'arbitraire dès l'année prochaine.

Comment faire fonctionner les services dans ces conditions ?

Les réponses apportées par la DGFIP sont inacceptables : abandon de pans entiers de missions, fusions des services, fermetures de sites.

Les agents subissent au quotidien les conséquences des suppressions d'emplois : stress, souffrance au travail et difficultés croissantes à accomplir les missions dans un contexte de sous-effectif permanent.

Concernant cette CAP : la CGT Finances Publiques du Pas-de-Calais dénonce une de fois de plus, un projet de restructuration et la fermeture définitive de la trésorerie d'Étaples.

Pour la CGT Finances Publiques du Pas-de-Calais, les agents n'ont pas à subir les mauvais choix de gestion de l'administration.

La CGT Finances Publiques revendique l'arrêt immédiat des restructurations, l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois, le recrutement d'agents à hauteur des besoins réels.

**Les élus CGT Finances Publiques**

David WANAVERBECQ

Titulaire

René QUIDE

Expert